

CARTOGRAPHIER L'INCIVILITÉ

UN OUTIL AU SERVICE DES INSTITUTIONS LOCALES : ENJEUX, DÉFIS, MÉTHODES

CAROLINE CAPLAN

STAGIAIRE OLTP, DOCTORANTE EN GÉOGRAPHIE, LABORATOIRE ART-DEV
MONTPELLIER III, LPED MARSEILLE

De tout temps, le genre humain s'est attelé à représenter le territoire. De la centurie Romaine au cadastre actuel des communes, en passant par des représentations très imagées du monde, tel le très célèbre globe réalisé par Coronelli pour Louis XIV, la carte s'est montrée pourvoyeuse d'informations, support de stratégies, économiques surtout, militaires aussi. L'évolution des sciences dures étroitement imbriquée au savoir des cartographes est venue alimenter le savoir-faire et performer les techniques acquises. Ce fut le calcul des angles au temps de Mercator, c'est aujourd'hui, au temps des satellites, la recherche de l'invisible. À l'heure où la science met à disposition des outils extrêmement performants, qui nourrissent les prévisions météorologiques d'aujourd'hui et de demain, rendant visible l'invisible à la portée de tous d'un simple clic, offrant une résolution spatiale extrêmement fine, à en voir sa propre voiture garée sur le parking, il est venu le temps d'interroger scientifiquement les enjeux de la cartographie en matière de gestion et de gouvernance des territoires locaux, au regard d'une capacité et d'une rapidité de communication sans pareil dans l'histoire, alors que de tout temps la carte s'est montrée décisive.

Si l'on a accès à une lecture de l'espace géographique via des applications récemment développées sur Internet telles que googlemap, offrant la possibilité de se « promener » dans les rues des grandes villes, il est des réalités sociales que celles-ci ne rendent pas compte. Il en est d'ailleurs sûrement mieux ainsi, que de ne pas distribuer sans conseils de lecture au grand public une carte sujette à interprétations. Mais cela ne veut pas dire que le travail ne doit pas être fait. C'est en cela l'ambitieuse entreprise de l'Observatoire Local de la Tranquillité publique de Montpellier, laquelle s'est donnée pour défis la cartographie de l'incivilité dans la ville. Mais quel sens prend la cartographie ici? Qu'est ce qu'implique une cartographie de l'incivilité? Quelle politique peut en faire bon usage? Autant de questions qui se soulèvent autour de cet observatoire venu se mettre au service du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD).

Pour une cartographie de l'incivilité

L'objet de notre recherche n'est pas sans rappeler combien le lien entre la géographie et la cartographie est étroit. C'est pourquoi, dans cet observatoire, l'administration locale a fait appel aux chercheurs de sciences humaines, issus de divers horizons disciplinaires, afin de mener l'observation conjointe de territoires de l'intranquillité publique et mettre en place les outils théoriques et pratiques nécessaires. Si les comportements d'enfermement, « d'entre-soi » (J. Donzelot 1999, 2006) se montrent de plus en plus courants, c'est autant sous la contrainte que délibérément. Aussi, au cœur d'une politique actuellement sécuritaire cherchant la réprimande plutôt que de prévenir les phénomènes de clivages, se prépare-t-on à une traduction spatiale des phénomènes sociaux dans l'espace urbain, et en arrive-t-on à un constat d'incapacité des politiques publiques locales de gérer les incivilités quotidiennes subies par des milliers de citoyens.

Ce que l'on cherche à cartographier ici est à la fois simple dans sa nature, et complexe dans ses traductions. L'incivilité, ou *rupture de l'ordre dans la vie de tous les jours* (Roché 1996), n'entre

dans aucun cadre juridique. Elle n'existe qu'aux yeux du citoyen, auteur ou acteur de celle-ci, par son poste d'instigateur, de simple observateur ou encore de victime. Le crachat, l'insulte, le comportement décalé et non en rapport avec les règles adoptées en majorité par la société sont des incivilités courantes, d'autant plus dans des grandes villes telle que Montpellier. Le tramway devient lieu d'incivilités en tous genres, le trottoir devient lieu d'insultes, et finalement les places publiques en général ou les lieux souffrant de la contiguïté qui les caractérise. Les transports en communs et les établissements scolaires sont pour enfants et adolescents les premiers lieux dans lesquels ils se trouvent confrontés à l'acte incivil, responsables, vecteurs ou victimes. Autant de lieux, de contextes, d'acteurs, de scénarios possibles qui font de l'incivilité un phénomène socio-spatial diffus, mobile, volatil. Le cracheur du tramway, le chien aboyeur près de l'épicerie, le mendiant insistant du distributeur auront été présents un court instant dans le parcours quotidien du citoyen, qu'il laissera derrière lui une fois la porte fermée. Le sécurisant de nouveaux pour quelques heures.

Le problème est alors posé, il faut à l'observatoire, la capacité de cartographier des faits à l'instant T, au lieu X, tout en les envisageant dans une politique de prévention plus large, sachant bien que tout acte incivil est la résultante d'un contexte alors favorable. Existerait-il une prédestination des lieux à devenir des théâtres de l'incivilité quotidienne? Le transport en commun ne peut-il être un lieu serein? Ceci est d'autant plus important que l'emprise quotidienne du temps de transport s'allonge et devient potentiellement source de stress.

Un enjeu cartographique majeur

L'enjeu de l'observatoire réside dans la mise en œuvre d'un outil cartographique complet d'observation des incivilités dans la ville. Tout d'abord parce que les données sont nombreuses, et arrivent tous azimuts. De la Police Municipale, de la société de transport de l'agglomération de Montpellier (TAM), des collèges et lycées, des écoles primaires, des maisons pour tous, des individuels même, faisant part à l'observatoire de leurs ennuis quotidiens – en matière de rapport de voisinage par exemple –. Cet outil, doit alors faire preuve d'une grande capacité de rassemblement des données chiffrées relayées par les différents partenaires du CLSPD dans la ville. Mais ces chiffres, étant à traiter en vue de classification des faits selon leur nature, doivent être repris par des techniciens qualifiés et formés sur le logiciel de cartographie et éthiquement responsables. J'entends par là que ce traitement de l'information doit être fait de la manière la plus régulière possible, et laisser le moins de place à l'appréciation personnelle. Aussi, cet outil doit être pensé dans sa globalité, de la récolte d'information brute à la production de données à cartographier sans mentionner l'ultime étape de la cartographie : le discours tenu sur le résultat cartographique obtenu.

En effet la carte n'est pas une fin en soi, et il serait dangereux de la considérer comme vérité absolue. Elle doit rester dans tous les cas une représentation du territoire parmi d'autres possibles. Aussi l'observatoire, répondant à une commande du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance, devra assumer cette part de subjectivité et en relever l'existence pour tout rendu cartographique.

Tout en minimalisant donc la part de subjectivité, la cartographie nous met face à un autre défi. S'il est des partenaires comme la police municipale ou la Tam qui permettent le traitement direct de données quantitatives, on ne doit pas omettre qu'une grande part du travail consiste au traitement de l'information qualitative. Nourries par le discours tant des partenaires institutionnels que privés, les données relevant des expériences de vies doivent trouver leur place dans cette cartographie. Par conséquent, l'outil doit se montrer polyvalent, via la combinaison des données aussi bien quantitatives que qualitatives.

Les enjeux sont posés. L'observatoire local de la tranquillité publique doit être à même de fournir une représentation du territoire de façon thématique orientée sur les incivilités qui prennent place dans cet espace urbain, via la combinaison de données quantitatives et qualitatives qui devront

se croiser, soulever des interrogations aux commanditaires, et enfin croiser action, prévention avec les résultats escomptés. Tout cela, au regard des contextes locaux en présence.

Pour un système d'information adapté et performant

Énoncées auparavant, les contraintes apposées à l'élaboration d'un outil performant pour l'observation des incivilités à l'échelle locale, supposent de pouvoir gérer tous types d'informations confondus. D'une part pour limiter la dispersion de l'information, menant à une perte grandement pénalisante d'informations, d'autre part, pour faciliter l'action, et son suivi dans le temps. La carte étant la seule à offrir une lecture rapide des événements survenus sur un espace. L'élaboration de cet outil, relève donc un défi méthodologique certain quant à l'appréhension des phénomènes, et leur traduction plus ou moins codifiée. Appréhender, devons-nous l'entendre dans le sens de la maîtrise des contextes et de la méthode d'observation (H. Peretz 2004) des acteurs en vue d'évaluer scientifiquement la validité des données entrant dans la base de données. Si la carte est le contenant et doit faire preuve de visibilité et d'adaptabilité, la base de données est le contenu et implique un travail de réflexion scientifique préalable, pour la confier dans un futur proche aux techniciens. Ceux à qui reviendra la construction de la carte.

Notre équipe interdisciplinaire s'est alors constituée dans cet objectif. Réunissant la géographie, le droit, la sociologie, la communication et la linguistique au service d'un même objectif: l'interdisciplinarité au service de la science mais surtout de la société civile. En permettant de conjuguer les méthodes, les concepts, chacun vient nourrir la réflexion de groupe. Mais il ne faudrait pas alors qu'une trop grande individualisation des approches vienne scléroser la dynamique en place et pénaliser l'objet scientifique.

La cartographie, objet de cette entreprise collective, doit donc être conçue à l'issue d'une série d'observations menées à l'échelle des micro-territoires dans la ville. Toutefois, il n'empêche en rien de concevoir l'outil parallèlement. Aussi devons-nous détailler amplement cette étape très technique.

Des tentatives antérieures

Résultat d'un empressement pour la cartographie, l'échec de l'utilisation du premier logiciel, Secur'ville, inadapté aux besoins, n'est pas sans rappeler les conséquences d'un manque de réflexion et de concertation préalable. Face à un public non avisé, la carte séduit, et semble la solution idéale, pratique. Or, l'expérience l'a bien montré, seule une concertation très large de l'ensemble des acteurs impliqués peut être bénéfique. C'est pourquoi, l'équipe technique s'est vue obligée de repenser le logiciel, en se tournant vers des techniciens qualifiés ayant constitué leur propre outil de cartographie.

En effet, la maîtrise parfaite du système est primordiale. Afin d'éditer en dernier lieu, des cartes fidèles, tirant le maximum des potentialités cartographiques offertes par le logiciel, le technicien doit avoir été formé longuement par un personnel qualifié voire par l'éditeur du logiciel lui-même, lui permettant alors de disposer des connaissances préparatoires indispensables à son utilisation.

C'est pourquoi, la tentative de cartographie antérieure, sur un logiciel commercial plutôt méconnu, n'a pas abouti à une production valable de carte, au regard des difficultés éprouvées pour chaque étape de saisie et de production, le technicien ne disposant pas alors des capacités suffisantes pour faire face aux divers problèmes posés. Cela pointe également le fait qu'il faille absolument développer de façon endogène l'outil cartographique ou du moins avoir à proximité les développeurs de manière à bénéficier d'une assistance technique rapide et pourquoi pas de formations renouvelées. Résultant d'une entreprise conceptuelle et technique, on constate bien que la carte, résultat d'un intérêt pour des objets géographiques particuliers, mûri dans le temps, doit se nourrir des nécessités de tous mais également des technicités de chacun.

La cartographie au service des institutions

Il faut bien comprendre ici que la cartographie est à destination purement institutionnelle, de gestion et surtout d'administration du territoire. Elle ne doit en aucun cas, même au sein de la communauté institutionnelle, être communiquée sans l'ajout d'un discours complémentaire. La carte est en effet un discours en lui-même, mais sans l'explication de son concepteur, elle est comme un poème dont le poète est disparu. Sujette à toutes sortes d'interprétations, sortie de son contexte, sortie de l'œuvre globale dans laquelle elle prend place. Et alors, la carte devient dangereuse (Monmonnier 1993).

Pour répondre à une commande tant politique que sociale, la cartographie désirée par l'OLTP doit fournir de manière fiable, détaillée et justifiée un panel cartographique utile au diagnostic territorial.

C'est pourquoi elle doit être soigneusement travaillée, fiable dans la géolocalisation des faits, adaptée aux diverses échelles de travail souhaitées, d'où l'adaptabilité mentionnée précédemment. Elle devra en outre ne rien cacher, pointer les manques, les faiblesses en matière de gestion du territoire, et pour cela les techniciens devront faire preuve de critique sur leur propre « œuvre ».

Finalement, elle devra être dynamique, dans le sens où elle se devra d'agréger des données de manières régulières et donner à voir l'évolution du/des territoire(s) dans le temps. Ceci permettra la mise en place de réactions immédiates et de préventions adaptées. Toutefois, on suppose alors que la cartographie soit utilisée comme outil de référence pour tous, et que les concertations entre administrations se fassent.

Perspectives

Maintenus depuis une année, les efforts communs ont permis d'avancer en matière de conceptualisation de l'objet, de compréhension des enjeux et des forces en présence. À l'ensemble des membres de la communauté scientifique de poursuivre la dynamique déjà engagée en étudiant les scénarii menant à l'incivilité dans les parcours quotidiens des citoyens d'une ville – en l'occurrence ici Montpellier –. Il est donc nécessaire de concevoir la carte comme l'illustration d'un discours tenu sur le territoire, et de la considérer comme partie intégrante du diagnostic territorial et non comme une fin en soi. Instrument puissant, ses potentialités seront sans limites une fois le logiciel adapté maîtrisé. Le temps doit donc être consacré à la formation des techniciens, à la réflexion des chercheurs et à la concertation de l'ensemble des acteurs concernés par cette démarche innovante. C'est finalement une politique « transparente » vis-à-vis de la hiérarchie institutionnelle et des partenaires, éthiquement valorisée qui permettra de faire valoir l'objet final comme outil d'importance majeur et de référence pour la gestion des territoires de l'urbain.

BIBLIOGRAPHIE

- DONZELOT J., (2006). *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues?*. Paris: Le Seuil.
- LE FUR A., (2007). *Pratiques de la cartographie*, Paris: Armand Colin.
- MONMONNIER M., (1993). *Comment faire mentir les cartes, ou, Du mauvais usage de la géographie*, Paris: Flammarion.
- PERETZ H., (2004). *Les méthodes en sociologie, L'observation*, Paris: Éditions de La Découverte.
- ROCHE S., (1996). *La société incivile, qu'est ce que l'insécurité?*, Paris: Éditions du Seuil.